

OTAN : Hollande veut voir des forces militaires étrangères stationner sur notre sol !

écrit par Maxime Duval | 15 avril 2016



OTAN : projet de retour de forces militaires étrangères sur le sol français

À l'initiative du président Hollande, un projet de loi prépare le retour de l'OTAN avec le stationnement sur notre sol de forces militaires étrangères membres, 50 ans après en avoir été exclues par le général de Gaulle !

Le président de la République, bafouant les principes établis au nom de la France, de 1958 à 1966 pour sa sortie de du commandement intégré de l'OTAN, a soumis au conseil des ministres du 4 janvier 2016 un projet de loi qui autoriserait le retour sur notre sol de forces militaires étrangères sur décision des Etats-Unis, véritable maître de l'OTAN.

Le général de Gaulle dès son accession à la présidence de la République en janvier 1959 a multiplié les démarches et pris les décisions afin que la France rétablisse sa souveraineté et son indépendance, ce qui fut réalisé en mars 1966.

Le texte prévoit, s'il est adopté par le parlement, l'adhésion

de la France à un protocole datant de 1952 qui définissait « le cadre juridique du stationnement des quartiers généraux de l'OTAN et de leurs personnels au sein des pays de l'alliance ».

Ce protocole de 1952 induisait la présence de 28000 militaires américains qui paradaient sur notre sol 21 ans après la fin de la Seconde Guerre Mondiale. Ils occupaient principalement des bases aériennes, comme à Déols près de Châteauroux, tout en narguant les autorités et la population.

Dans cette période où l'impérialisme américain avait déjà fait de l'OTAN son arme de guerre, le président de Gaulle développa sa politique étrangère selon les principes de souveraineté et d'indépendance qu'il avait mis en œuvre.

Nous avons évoqué en commémorant en 2013 le 70ème anniversaire de la victoire de l'armée soviétique à Stalingrad, qui fut le tournant décisif de la Seconde Guerre Mondiale, la visite du général de Gaulle à Moscou du 20 au 30 juin 1966. Ce dernier, se souvenant de 1944 où il avait vu la grande Russie « ... tendue dans l'esprit guerrier qui allait assurer sa victoire et, pour une très large part, celle de la France et de ses alliés », clôtura sa visite par la signature d'une déclaration bilatérale qui donna une impulsion considérable à une coopération multiforme, le domaine spatial en témoigne encore.

Le 1er septembre 1966, le président de Gaulle prononça un discours à Phnom Penh au Cambodge en présence de 100 000 personnes. L'impérialisme américain installé au Vietnam du sud se distinguait par l'utilisation massive du napalm et les bombardements aériens, c'est ce que mettait en cause le président français en ces termes : l'escalade américaine « de plus en plus étendue en Asie, de plus en plus proche de la Chine, de plus en plus provocante à l'égard de l'Union Soviétique, de plus en plus réprouvée par nombre de peuples d'Europe, d'Afrique, d'Amérique latine, et, en fin de compte menaçante pour la paix du monde ».

La réintégration en décembre 1995 de la France au comité militaire et au conseil des ministres de l'OTAN fut qualifiée par l'historien Paul-Marie de la Gorce de « retour honteux de la France dans l'OTAN ». La réintégration fut complétée en 2009 sous la présidence de Sarkozy, ramenant la France à la situation antérieure à 1966.

La décision de Hollande de démolir l'œuvre de De Gaulle en ce domaine, tout comme la mission impérative qu'il a donnée à son gouvernement Valls-Macron de déclencher une guerre totale contre ce qu'il reste des conquêtes sociales et démocratiques émanant du Front populaire et des fondamentaux du programme du Conseil National de la Résistance, illustre le caractère ultra réactionnaire d'une politique sociale-impérialiste.

La 4ème conférence nationale du PRCF des 14 et 15 mars 2015 a constaté avec raison que le parti socialiste est bien « irréversiblement enchaîné à la « construction » européenne, à l'OTAN et à la gouvernance capitaliste mondiale (FMI, UE, OMC) ».

Ce projet de loi Hollande, honteux et antinational, nouvelle soumission aux Etats-Unis, mérite la poubelle de l'histoire, il doit être rejeté par les députés et les sénateurs qui en seront bientôt saisis.

Il éclaire l'urgence pour la sécurité de notre pays de sortir de l'OTAN qui réalisa avec le concours de la CIA le coup d'Etat des néo-nazis-fascistes de la place Maïdan à Kiev dont un des leaders fut reçu à l'Elysée. La soi-disant « Europe de la paix » a été transformée par l'OTAN en « Union Européenne militariste » pouvant conduire à une troisième guerre mondiale.

La sortie de l'OTAN devra s'accompagner du retrait de la France de l'Euro, de l'Union Européenne et des organismes déjà cités, FMI et OMC, qui assurent la dictature internationale des marchés financiers et menacent la paix et la démocratie.

Michel DEBRAY

Vice-amiral

Ancien commandant de l'Aviation embarquée
et du groupe des porte-avions

Ancien président de l'Institut Charles de Gaulle

<http://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/otan-projet-de-re-tour-de-forces-179644>